



---

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**ACCES AUX TRANSPORTS EN COMMUN**

**L'UFC-Que Choisir de Montpellier révèle les « zones blanches » de notre département**

Alors que le recours aux transports en commun plutôt qu'aux véhicules individuels constitue un levier primordial pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les dépenses des consommateurs, l'UFC-Que Choisir de Montpellier rend public un état des lieux de l'accès aux transports en commun dans le département montrant que pour nombre d'habitants se passer du véhicule individuel relève de la gageure. Compte tenu de l'importance de permettre au plus grand nombre des héraultais de disposer d'un accès à une offre de qualité de transports en commun, notre association appelle à une refonte de la politique de mobilité permettant le développement d'une mobilité durable et équitable.

« Au quotidien, prenez les transports en commun ». C'est l'un des messages promotionnels qui doivent obligatoirement être présents dans toute publicité en faveur de véhicules terrestres à moteur. Afin de mesurer à quel point ce message, qui découle de la loi d'orientation des mobilités de 2019, reste un vœu pieux pour de nombreux héraultais notre association a cartographié la réalité de leur accessibilité aux transports en commun<sup>1</sup>.

***8.3% des héraultais n'ont pas accès aux transports en commun à proximité de leur domicile***

Disposer d'un accès à une gare ou station de transport en commun à proximité de son domicile ne constitue pas une condition suffisante pour que les transports publics soient effectivement utilisés par les consommateurs, puisque cela dépend bien également des dessertes assurées, de la fréquence des passages ou encore de la ponctualité. Pour autant, il s'agit d'une condition nécessaire et dans notre département, 20.5% des communes ne disposent d'aucun arrêt de transports en commun (bus, tramway ou encore trains). Dans le détail, notre analyse montre que dans 83.3% des communes, plus de la moitié des habitants n'ont aucun accès aux transports en commun dans un rayon de 10 minutes de marche de leur domicile. A l'échelle du département, cette absence d'accès facilité à un transport en commun concerne 8.3% des héraultais (contre 17.40% en moyenne nationale). Ce résultat pour l'Hérault meilleur que la moyenne nationale est dû à un réseau assez dense et au poids des grosses agglomérations. Par contre, surtout en zone rurale, la question des fréquences et des conditions d'accessibilité (handicapés, vélos,...), non abordées dans l'étude restent à améliorer.

***Un réseau ferré encore trop centré sur les grandes villes***

Les transports ferrés (trains, métros, tramways) sont des éléments structurants pour la mobilité collective et offrent souvent un potentiel de desserte supérieur à celui des bus. En nous focalisant donc spécifiquement sur l'accès aux gares, notre étude montre qu'aucune gare n'est disponible dans 94.4% des communes du département. Au global, 95.8% des habitants du département n'ont pas un accès à une gare à moins de 10 minutes de marche de chez eux. En prenant en compte la possibilité d'une multimodalité consistant à accéder à une gare en utilisant un vélo, on constate que ce sont encore 74.4% des héraultais qui résident à plus de 10 minutes en vélo d'une gare.

***Un modèle de financement qui aggrave les inégalités territoriales***

Le financement des transports publics dépend aujourd'hui en grande partie des contributions des entreprises locales, concentrées dans les grands centres urbains. Cette inégalité de financement pénalise les territoires moins urbanisés, où les autorités locales de mobilité n'ont pas les moyens de développer des services publics de transport adaptés aux besoins des habitants. Un rééquilibrage s'avère indispensable pour garantir un accès équitable aux transports en commun dans notre département.

**Face aux constats dressés, l'UFC-Que Choisir de Montpellier appelle à une refonte de la politique de mobilité permettant le développement d'une mobilité durable et équitable passant par :**

---

<sup>1</sup> La méthodologie est décrite précisément dans l'étude nationale publiée ce jour : <https://www.quechoisir.org/action-ufc-que-choisir-plus-de-10-millions-de-francais-sans-alternatives-a-la-voiture-l-ufc-que-choisir-revele-les-zones-blanches-de-l-acces-aux-transport-publics-n132694/?dl=141994>

1. **Des investissements ambitieux dans les réseaux de transports en commun pour assurer une offre de qualité** au-delà des seules zones urbaines afin de réduire la dépendance à la voiture en améliorant dans l'Hérault la desserte, la fréquence et l'accessibilité (personnes handicapées, accès aux trams et trains pour les vélos).
2. **Une refonte du financement des autorités organisatrices des mobilités locales (AOML)** leur garantissant les ressources nécessaires pour le développement des transports en commun, en particulier en zones rurales et périurbaines ;
3. **Une révision des règles d'aménagement du territoire** qui soit basée sur l'intégration des transports en commun aux décisions d'urbanisme, en lien avec les besoins de logement, pour favoriser une réelle inclusion territoriale.

**En outre, dans l'objectif de décrire encore plus finement les réalités auxquelles sont confrontées les consommateurs sur l'accès aux transports en commun, nous demandons une fiabilisation des données officielles de localisation des arrêts de transports en commun** et qu'elles prennent en compte les aspects qualitatifs de l'offre (fréquence, ponctualité...).

**CONTACT PRESSE : [com@montpellier.ufcquechoisir.fr](mailto:com@montpellier.ufcquechoisir.fr) Tel : 06.82.87.65.55**

**PJ : présentation de l'étude détaillée et cartes**

